

Projet de loi n°52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

Article 4

Supprimer l'article 4 du projet de loi.

Delete s.4 of the bill.

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 5

Modifier l'article 5 du projet de loi par l'ajout, a la fin du troisieme alinea, de la phrase suivante:

« Elles complementent celles de la Loi sur les services de sante et les services sociaux et celles de la Loi sur les services de sante et les services sociaux pour les autochtones cris portant sur les droits des usagers et des beneficiaires. ».

Amend s.5 of the bill by adding at the end of the third paragraph the following phrase:

"They complement those of the Act respecting health services and social services and those of the Act respecting health services and social services for Cree Native persons with respect to the rights of users and beneficiaries."

AMENDEMENT

LOI SUR LES SOINS DE FIN DE VIE (P.L. n° 52)

Article 5

Modifier le 2^o alinea de l'article 5 en remplaçant les mots « peuvent lui être » par les mots « lui sont ».

Edit paragraph 2 of s.5 by replacing the words "may be" by the words "are".

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 6

Remplacer l'article 6 du projet de loi par le suivant :

« 6. Sauf disposition contraire de la loi, toute personne majeure et apte à consentir aux soins peut, en tout temps, refuser de recevoir un soin qui est nécessaire pour la maintenir en vie ou retirer son consentement à un tel soin.

Dans la mesure prévue par le Code civil, le mineur de 14 ans et plus et, pour le mineur ou le majeur inapte, la personne qui peut consentir aux soins pour eux peuvent également prendre une telle décision.

Le refus de soin ou le retrait de consentement peut être communiqué par tout moyen.

Le médecin doit s'assurer du caractère libre de la décision et donner à la personne toute l'information lui permettant de prendre une décision éclairée, notamment en l'informant des autres possibilités thérapeutiques envisageables, dont les soins palliatifs. ».

Replace s. 6 of the bill by the following:

"6. Except as otherwise provided by law, a person of full age who is capable of consenting to care may, at any time, refuse to receive, or withdraw consent to a life-sustaining treatment or procedure.

To the extent provided in the Civil Code, a minor aged 14 and over and, for the minor or incompetent adult, the person who may consent to care for them, may also take such a decision.

The refusal of care or withdrawal of consent may be expressed by any means.

The physician must ensure that such a decision is made freely and provide the person with all information needed to make an informed decision, in particular information about other other therapeutic possibilities, including palliative care."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 8

Modifier l'article 8 du projet de loi par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de «qui y exercent leur profession» par «et la collaboration des différents intervenants concernés qui offrent des services à ses usagers».

Amend s. 8 of the Bill by replacing, in the second paragraph, "who are practicing their profession" with "and the collaboration of the different concerned stakeholders that provide services to its users."

Projet de loi n°52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE

VIE

AMENDEMENT

Article 10

Supprimer l'article 10 du projet de loi.

Delete s.10 of the bill.

Projet de loi n°52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE

VIE AMENDEMENT

Article 11

Remplacer l'article 11 du projet de loi par le suivant:

« **11.** Le code d'éthique adopté par un établissement en vertu de l'article 233 de la loi sur les services de santé et les services sociaux doit tenir compte des droits des personnes en fin de vie. ».

Replace s.11 of the bill by the following:

"11. The code of ethics adopted by an institution under section 233 of the Act respecting health services and social services must **take into account** the rights of end-of-life patients."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 9

Modifier l'article 9 du projet de loi :

1^o par le remplacement de la deuxième phrase par la suivante :

« Dans le cas d'un établissement exploitant un centre local de services communautaires, ce plan doit également prévoir l'offre de services en soins de fin de vie à domicile. »;

2^o par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants:

« Le plan d'organisation doit tenir compte des orientations ministérielles.

Le programme clinique de soins de fin de vie est transmis à la Commission sur les soins de fin de vie. ».

Amend s. 9 of the Bill:

1. by replacing the second sentence with following:

"In the case of an institution operating a local community service center, the plan must also include the provision of services in in-home care for end-of-life patients";

2 by adding at the end, the following clauses:

"The organizational plan must take account of departmental guidelines.

The clinical program for end-of-life care is transmitted to the Commission on end-of-life care."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE .

AMENDEMENT

Article 14

Modifier l'article 14 du projet de loi par le remplacement du premier alinea par le suivant:

« Les maisons de soins palliatifs determinent les soins de fin de vie qu'elles offrent dans leurs locaux. ».

Amend s.14 of the bill by replacing the first paragraph by the following:

"The palliative care hospices determine the end of life care they offer on their premises."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 13

L'article 13 du projet de loi est remplacé par le suivant :

« 13. Pour la période précédant de quelques jours le décès d'une personne qui reçoit des soins de fin de vie, tout établissement doit lui offrir une chambre qu'elle est seule à occuper. »

Article 13 of the bill is replaced by the following:

"13. **For a period of a few days preceding the death** of a person who is receiving end-of-life care, the institution must offer him a private room. " **[delineates the time frame for requirement of private room]**

Projet de loi n°52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 17

Remplacer l'article 17 du projet de loi par le suivant:

« 17. Les soins de fin de vie peuvent être dispensés à domicile par un médecin et, dans les limites de sa compétence, par une infirmière qui exerce leur profession dans un cabinet privé de professionnels au sens de l'article 95 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. ».

Replace section 17 of the bill by the following:

"17. End of life care may be provided at the patient's home by physicians and, within the scope of their practice, by a nurse practicing in a private professional practice within the meaning of Article 95 of the Act respecting health and social services."

[Removing three paragraphs limiting provision of terminal palliative sedation or medical aid in dying other than in association with local authority.]

Projet de loi n°52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 18

Remplacer l'article 18 du projet de loi par le suivant :

« **18.** Toute agence de la sante et des services sociaux doit, apres consultation des etablissements et des maisons de soins palliatifs de son territoire, determiner les modalites generales d'acces aux differents soins de fin de vie qu'ils dispensent. ».

Replace s.18 of the bill by the following:

"18. Every health and social services agency must, **after consultation with the institutions and hospices its territory**, determine the general rules of access to the end-of-life care they provide."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 21

Modifier l'article 21 du projet de loi :

- 1 insérer, après « établissements », ce qui suit: « , des maisons de soins palliatifs »;
- 2 par le remplacement de « d'exercer ses fonctions » par « d'exercer les fonctions qui lui sont dévolues en vertu de la présente loi »;
- 3 par l'ajout, à la fin et après « soins de fin de vie », de « ou a un professionnel de la santé ou des services sociaux ayant dispensé ces soins ».

Amend s.21 of the bill:

- 1 insert, after "institutions" "palliative care hospices";
- 2 by replacing "his duties" with "exercising the functions provided under this Act";
- 3 by adding at end and after "end-of-life", "or a professional in health or social services professional who provides such care."
[adding professionals to patients in protection of privacy re: release of information by the Minister]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 22

Modifier l'article 22 du projet de loi :

1 par l'insertion, dans le premier alinea et apres «a tout moment raisonnable,» de ce qui suit : « en respectant la specificite des lieux et des besoins des personnes qui recoivent des soins de fin de vie, »;

2 par le remplacement, dans le cinquieme alinea, de « un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions » par « une personne qui procede a une inspection »;

3 par le remplacement de « qu'il a le droit» par« qu'elle a le droit ».

Amend s.22 of the Bill:

1 by inserting in the first paragraph and after "a reasonable time" as follows: "respecting specificity of places and needs of those receiving end-of-life care ";

2 by replacing, in the fifth paragraph, of "an inspector in the exercise of his functions" as "a person who performs an inspection";

3 by replacing "is entitled to [masculine pronoun]" to "is entitled to [feminine pronoun]."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

SOUS-AMENDEMENT

Article 3

Modifier l'amendement a l'article 3 par le remplacement du paragraphes 6° par le suivant :

« 6 « aide medicale a mourir » un soin consistant en l'administration de medicaments ou de substances par un medecin a une personne en fin de vie, a la demande de celle-ci, dans le but de soulager ses souffrances en entrainant son deces. ».

Edit the amendment of s.3 by replacing paragraph 6 by the following:

"6. "Medical aid in dying" a treatment consisting of the administration of drugs or substances by a physician to a person at the end of life, at that person's request, in order to relieve his suffering resulting in his death. ". [defining medical aid in dying]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Section I du chapitre IV du titre II

Modifier le projet de loi par le remplacement de l'intitulé de la section I du chapitre IV du titre II par le suivant :

**«SECTION I
«SEDATION PALLIATIVE CONTINUE».**

Amend the bill by replacing the section entitled section I of Chapter IV of Title II by the following:

"DIVISION I

"Continuous palliative sedation" [change name from "terminal palliative sedation" to "continuous palliative sedation"]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 25

Modifier l'article 25 du projet de loi :

1^o par le remplacement, dans le premier alinea, de « qui souhaite recevoir ce soin » par « en fin de vie »;

2. par le remplacement, dans le premier alinea, de « habilitée à consentir à ce soin pour elle » par « qui peut consentir aux soins pour elle »;

3^o par la suppression, dans le premier alinea, de « terminal et »;

4^o par le remplacement, dans les premier et deuxième alinea, de ((sédation palliative terminale)) par ((sédation palliative continue »;

5^o par l'insertion, après le premier alinea, du suivant:

« Le médecin doit en outre s'assurer du caractère libre du consentement, en vérifiant entre autres qu'il ne résulte pas de pressions extérieures. »;

6^o par l'insertion, dans le deuxième alinea et après « par écrit », de « au moyen du formulaire prescrit par le ministre ».

Amend s. 25 of the Bill:

1 by replacing in the first paragraph, "who wishes to receive such sedation" with "at the end of life"; [permits continuous palliative sedation only "at the end of life"]

2 by replacing in the first paragraph "authorized to consent to care on behalf of the patient" with "may consent to care for her";

3 by striking out in the first paragraph "terminal";

4 by replacing in the first and second paragraphs of "terminal palliative sedation" with "continuous palliative sedation";

5 by inserting after the first paragraph, the following:

"The doctor must also ensure the voluntary nature of the consent by checking inter alia, that the consent is not the result of any outside pressures." [adds consent requirement for continuous palliative sedation]

6 by inserting in the second paragraph and after "in writing" and "on the form prescribed by the Minister."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 23

Modifier l'article 23 du projet de loi par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« L'agence informe le ministre de la désignation d'un inspecteur et du résultat de son inspection. ».

Amend s. 23 of the Bill by adding at the end of the following paragraph:

"The Agency shall inform the Minister of the appointment of an inspector and the results of his inspection."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 25

Modifier l'article 25 du projet de loi par insertion, dans le premier alinea et apres « pronostic », de « relatif a la maladie ».

Amend s. 25 of the Bill by inserting “relative to a disease” after "prognosis" in the first paragraph.

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 26

Remplacer l'article 26 du projet de loi par le suivant:

« **26.** Seule une personne qui satisfait à toutes les conditions suivantes peut obtenir l'aide médicale à mourir :

1^o elle est une personne assurée au sens de la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29);

2^o elle est majeure et apte à consentir aux soins;

3^o elle est en fin de vie;

4^o elle est atteinte d'une maladie grave et incurable;

5^o sa situation médicale se caractérise par un déclin avancé et irréversible de ses capacités;

6^o elle éprouve des souffrances physiques ou psychiques constantes, insupportables et qui ne peuvent être apaisées dans des conditions qu'elle juge tolérables.

La personne doit, de manière libre et éclairée, formuler pour elle-même la demande d'aide médicale à mourir au moyen du formulaire prescrit par le ministre. Ce formulaire doit être daté et signé par cette personne.

Le formulaire est signé en présence d'un professionnel de la santé ou des services sociaux qui le contresigne et qui, s'il n'est pas le médecin traitant de la personne, le remet à celui-ci. ».

Replace s. 26 of the Bill by the following:

" 26. Only a patient who meets **all** of the following criteria may obtain medical aid in dying:

1 is an insured person within the meaning of the Health Insurance Act (chapter A -29);

2 is of full age and capable of giving consent to care

3 is at the end of life;

4 suffers from an incurable serious illness;

5 suffer from an advanced state of irreversible decline in capability;

6 suffer from constant and unbearable physical or psychological pain which cannot be relieved in a manner the person deems tolerable.

The patient must request medical aid in dying themselves, in a free and informed manner, by means of the form prescribed by the

Minister. The form must be dated and signed by the patient. **[moved to new section (see below) “or, if the patient is physically incapable of doing so, by a third person. The third person may not be a minor or an incapable person of full age or a member of the team responsible for caring for the patient.”]**

The form must be signed in the presence of a health or social services professional who countersigns it; if the professional countersigning is not the attending physician, the signed form is given to the attending physician."

[adds requirement that patient be “at the end of life”]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 26.1 (Nouveau)

Inserer, apres l'article 26 du projet de loi, l'article suivant:

« **26.1** Lorsque la personne qui demande l'aide medicale à mourir ne peut dater et signer le formulaire vise à l'article 26 en raison d'une incapacite physique, un tiers peut le faire en presence de cette personne. Le tiers ne peut faire partie de l'equipe de soins responsable de la personne et ne peut etre un mineur ou un majeur inapte. ».

Insert, after s.26 of the Bill, the following article:

"26.1 Where a person seeking medical aid in dying is incapable of signing and dating the form as required by s.26 due to physical incapacity, a third party may do so in the presence of that person. The third party may not be part of the team responsible for that person and cannot be a minor or an incompetent adult."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 27

Modifier l'article 27 du projet de loi par l'ajout, a la fin, de l'alinéa suivant:

« Elle peut également, en tout temps et par tout moyen, demander a reporter l'administration de l'aide medicale a mourir. ».

Amend s. 27 of the bill by adding at the end, the following paragraph:

"A patient may also, at any time and by any means, ask to defer the provision of medical aid in dying."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 25.1 (Nouveau)

Inserer, apres l'article 25 du projet de loi, l'article suivant :

« 25.1 Lorsque la personne qui consent a la sedation palliative continue ne peut dater et signer le formulaire vise a l'article 25 en raison d'une incapacite physique, un tiers peut le faire en presence de cette personne. Le tiers ne peut faire partie de l'equipe de soins responsable de la personne et ne peut etre un mineur au un majeur inapte. ».

Insert, after s.25 of the Bill, the following article:

"25.1 Where a person who consents to continuous palliative sedation is incapable of signing and dating the form as required by s.25 due to physical incapacity, a third party may do so in the presence of that person. The third party may not be part of the team responsible for that person and cannot be a minor or an incompetent adult." [consent rules re: continuous palliative sedation]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 28

Modifier l'article 28 du projet de loi :

1^o par le remplacement, dans le paragraphe 1^o du premier alinea, de
« aux conditions » par « a toutes les conditions »;

2^o par l'insertion, dans le sous-paragraphe b) du paragraphe 1^o du premier alinea et apres
« pronostic », de « relatif a la maladie »;

3^o par le remplacement des deux dernieres phrases du deuxieme alinea par les suivantes :

« Il doit prendre connaissance du dossier de la personne et examiner celle-ci. Il doit rendre son avis par ecrit. ».

Amend s.28 of the bill:

1 by replacing, in the first paragraph, "criteria" with "all the criteria";

2 by inserting in subparagraph b) of paragraph 1 of the first paragraph and after "prognosis", "relative to a disease";

3 by replacing the last two sentences of the second paragraph with the following:

"He must examine the record of a person and examine the patient, and provide the opinion in writing." [Making the French be mandatory as the English already was]

Projet de loi n°52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 29

Modifier l'article 29 du projet de loi par le remplacement, dans le premier alinea, de « et l'accompagner jusqu'a son deces » par « , l'accompagner et demeurer aupres d'elle jusqu'a son deces ».

Amend s.29 of the bill by replacing the first paragraph, "and accompany until his death" with "accompany and remain with her until her death. "

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE.

AMENDEMENT

Article .31

Modifier l'article 31 du projet de loi par l'ajout, a la fin, de l'alinéa suivant:

« Doit également être inscrite au dossier de la personne sa décision de retirer sa demande d'aide médicale à mourir ou de reporter son administration: ».

Amend s. 31 of the bill by adding at the end of the paragraph:

"A patient's decision to withdraw a request for medical aid in dying or to postpone its administration must also be recorded in the patient's record."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 32

Remplacer l'article 32 du projet de loi par le suivant :

32. Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens institué pour un établissement doit, en collaboration avec le conseil des infirmières et infirmiers de l'établissement, adopter des protocoles cliniques applicables à la sédation palliative continue et à l'aide médicale à mourir. Les protocoles doivent respecter les normes cliniques élaborées par les ordres professionnels concernés.

Replace s.32 of the Bill with the following:

32. The council of physicians, dentists and pharmacists established for an institution must, **in collaboration with the council of nurses of the institution**, adopt clinical protocols for continuous palliative sedation and medical aid in dying. The protocols must comply with clinical standards developed by the professional orders concerned.

[added in council of nurses]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 33

Modifier l'article 33 du projet de loi :

1° par le remplacement, dans le premier alinea, de « une sedation palliative terminale » par « la sedation palliative continue »;

2° par l'insertion, dans le premier alinea et apres "l'aide medicale a mourir", de « a titre de medecin exerçant sa profession dans un centre exploite par un etablissement »;

3° par le remplacement, dans le premier alinea, de « une fois ce soin administre, transmettre un avis au » par « dans les dix jours de son administration, informer le »;

4° par la suppression, dans le premier alinea, de « ; si le medecin exerce sa profession dans un cabinet prive de professionnel, cet avis est transmis au conseil des medecins, dentistes et pharmaciens institue pour l'instance locale avec laquelle il est associe ».

Amend s. 33 of the Bill:

1 by replacing in the first paragraph "terminal palliative sedation" with "continuous palliative sedation";

2 by inserting in the first paragraph and after "medical aid in dying" "as a physician practicing in a center operated by an institution";

3 by replacing in the first paragraph "once it is administered, give notice to" by "within ten days of its administration, inform the";

4 by striking out in the first paragraph "and if the physician practices in a private health facility, the notice is to be sent to the council of physicians, dentists and pharmacists established for the local authority with which the physician is associated."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 30

Modifier l'article 30 du projet de loi :

1° par le remplacement, dans le premier alinea, de « le directeur des services professionnels ou toute autre personne designee par le directeur general de l'etablissement » par « le directeur general de l'etablissement ou tout autre personne qu'il designe »;

2° par le remplacement, dans le premier alinea, de « Le directeur des services professionnels ou la personne ainsi designee » par « Le directeur general de l'etablissement, ou la personne qu'il a designee, »;

3° par l'insertion, dans le premier alinea et apres « trouver » de « , le plus tot possible, »;

4° par le remplacement du deuxieme alinea par les suivants:

« Si le medecin a qui la demande est formulee exerce sa profession dans un cabinet prive de professionnel et qu'il ne fournit pas l'aide medicale a mourir, il doit, le plus tot possible, en aviser le directeur general de l'instance locale visee a l'article 99.4 de la Loi sur les services de sante et les services sociaux qui dessert le territoire ou est situee la residence de la personne qui a formule la demande, ou en aviser la personne qu'il a designee. Le medecin lui transmet, le cas echeant, le formulaire qui lui a ete remis et les demarches visees au premier alinea sont alors entreprises.

Dans le cas ou aucune instance locale ne dessert le territoire ou est situee la residence de la personne, l'avis mentionne au deuxieme alinea est transmis au directeur general de l'etablissement exploitant un centre local de services communautaires sur ce territoire ou a la personne qu'il a designee. ».

Amend s. 30 of the Bill:

1 by replacing in the first paragraph "the director of professional services or any other person designated by the executive director of the institution" by "the executive director of the institution or any other person he or she designates";

2 by replacing in the first paragraph "The director of professional services or any other person designated" by "The executive director of the institution, or person that he or she has designated";

3 by inserting in the first paragraph and after "find" "**as soon as possible**"; [requiring that the executive director find an alternate physician as soon as possible]

4 by replacing the second paragraph by the following:

"If the who receives the request practices in a private health facility that does not provide medical aid in dying, he must, as soon as possible, notify the executive director of the local authority under article 99.4 of Act regarding health services and social services serving the territory in which the person making the request is resident, or the person he has designated. The physician sends him, if necessary, the request form given to him and the steps referred to in the first paragraph must then be taken.

In the event that no local authority serves the territory in which the person is resident, the notice mentioned in the second paragraph shall be forwarded to the executive director of the local community service centre in that territory or designated person.”

Projet de loi n° 52

**LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE
VIE**

AMENDEMENT

Article 34

Modifier l'article 34 par le remplacement de « l'avis prévu au premier alinea de l'article 33 lui est transmis » par « le medecin l'informe conformément au premier alinea de l'article 33. ».

Amend s. 34 by replacing "notice provided for in the first paragraph of section 33 is sent" by "the physician informs that person in accordance with the first paragraph of section 33."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE

VIE

AMENDEMENT

Lorsqu'il procède aux nominations visées au paragraphe 1. du premier alinea, le gouvernement doit s'assurer qu'au moins un membre est issu du milieu des soins palliatifs.».

Add to s.36:

“In making the appointments referred to in paragraph 1 of the first paragraph, the government must ensure that at least one member is from the palliative care community.” [added specific requirement for palliative care representation]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 36

Modifier l'article 36 du projet de loi par le remplacement du premier alinea par les suivants:

« **36.** La Commission est composee de 11 membres nommes par le gouvernement, lesquels se repartissent comme suit :

1^o cinq membres sont des professionnels de la sante ou des services sociaux, dont :

a) deux membres sont nommes apres consultation du College des medecins du Quebec;

b) un membre est nomme apres consultation de l'Ordre des infirmieres et infirmiers du Quebec;

c) un membre est nomme apres consultation de l'Ordre des pharmaciens du Quebec;

d) un membre est nomme apres consultation de l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux et des therapeutes conjugaux et familiaux du Quebec;

2^o deux membres sont des juristes, nommes apres consultation du Barreau du Quebec et de la Chambre des notaires du Quebec;

3^o deux membres sont des usagers d'un etablissement, nommes apres consultation des organismes representant les comites des usagers des etablissements;

4^o un membre est issu du milieu de l'ethique, nomme apres consultation des etablissements d'enseignement universitaire;

5^o un membre est nomme apres consultation des organismes representant les etablissements.

Amend s.36 of the bill by replacing the first paragraph with the following:

" **36. The Commission is composed of 11 members appointed by the government, as follows:**

1 five members are to be health or social services professionals including:

a) two members shall be appointed after consultation with the College of Physicians of Quebec;

b) one member shall be appointed after consultation with the College of Nurses of Quebec;

c) one member shall be appointed after consultation with the College of Pharmacists of Quebec;

d) one member shall be appointed after consultation with the College of Professional Social Workers and Marriage and Family Therapists of Quebec ;

2 two members are lawyers, appointed after consultation with the Barreau du Quebec and Ia Chamber of Notaries of Quebec;

- 3** two members are users of an institution, appointed after consultation with organizations representing the users' committees of the institutions;
- 4** one member is from the ethics community appointed after consultation with university-level teaching institutions;
- 5** one member shall be appointed after consultation with organizations representing the institutions.

[larger Commission, more groups represented]

Projet de loi n°52

. LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE .

AMENDEMENT

Article 38

Modifier l'article 38 du projet de loi par le remplacement de « cinq membres » par « sept membres ».

Amend s.38 of the bill by replacing "five members" with "seven members".

[increasing quorum – given increase in Commission size]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 39

Modifier l'article 39 du projet de loi par le remplacement du dernier alinea par le suivant:

« La Commission transmet au ministre, au plus tard le 30 septembre de chaque annee, un rapport annuel de ses activites. ».

Amend Article 39 of the Bill by replacing the last paragraph by the following:

"The Commission shall submit an annual activity report to the Minister not later than September 30 of each year."

[providing for a specific date for submission of annual report]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 39.1
(Nouveau)

Inserer, apres l'article 39 du projet de loi l'article suivant:

«**39.1.** Le ministre depose les rapports produits par la Commission devant l'Assemblee nationale dans les 30 jours suivantjl leur reception ou, si elle ne siege pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux. La commission competente de l'Assemblee nationale etudie ces rapports. ».

Insert, after s. 39 of the Bill the following section:

"39.1. The Minister tables the reports produced by the Commission in the National Assembly within 30 days of their receipt or, if the Assembly is not sitting, within 30 days of resumption. The report is examined by the competent committee of the National Assembly."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 40

Modifier l'article 40 du projet de loi par l'insertion, après « la Commission peut notamment », de «, de façon exceptionnelle ».

Amend s. 40 of the Bill by inserting after "the Commission may" "in exceptional circumstances"

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 40.1 **(Nouveau)**

Inserer, apres l'article 40 du projet de loi, l'article suivant :

« **40.1.** La Commission peut exiger des etablissements, des maisons de soins palliatifs, des medecins exerçant leur profession dans un cabinet prive de professionnel ou des agences qu'ils lui transmettent, de la maniere et dans les delais qu'elle indique, les etats, donnees statistiques, rapports et autres renseignements necessaires afin de lui permettre d'exercer les fonctions prevues au premier alinea de l'article 39, pourvu qu'il ne soil pas possible de relier ces renseignements à une personne ayant regu des soins de fin de vie ou au professionnel de la sante ou des services sociaux les ayant fournis. ».

Insert, after s. 40 of the bill, the following:

"40.1. The Commission may require the institutions, palliative care hospices, physicians practicing in a private professional practice or agencies to send, in the manner and within the time it specifies, statements, statistical data, reports and other information required for it to perform the functions provided for in the first paragraph of s. 39, provided it is not possible to link that information to a person having received end-of-life care or health or social services professional who provided it."

[enables Commission to gather information]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Section IV du chapitre IV du titre II (Nouveau)

Inserer, apres l'article 34 du projet de loi, ce qui suit:

« **SECTION IV**

« **FONCTIONS PARTICULIERES DU COLLEGE DES MEDECINS DU QUEBEC**

« **34.1.** Un medecin exerçant sa profession dans un cabinet prive de professionnel qui fournit la sedation palliative continue ou l'aide medicale à mourir à domicile ou dans les locaux d'une maison de soins palliatifs doit, dans les dix jours de son administration, informer le College des medecins du Quebec et lui transmettre, selon les conditions et modalites prescrites par le College, les renseignements qu'il determine.

Le College ou son comite competent evalue la qualite des soins ainsi fournis, notamment au regard des normes cliniques applicables.

« **34.2.** Le College des medecins du Quebec doit, chaque annee, preparer un rapport concernant les soins de fin de vie dispenses par des medecins qui exercent leur profession dans un cabinet prive de professionnel.

Le rapport doit indiquer le nombre de sedations palliatives continues et d'aides medicales à mourir administrees par ces medecins à domicile ou dans les locaux d'une maison de soins palliatifs. Les renseignements doivent etre presentes par territoire de reseau local de services de sante et de services sociaux et par territoire d'agence de la sante et des services sociaux.

Le rapport est publie sur le site Internet du College et transmis à la Commission sur les soins de fin de vie au plus tard le 30 juin de chaque annee. ».

Insert , after s. 34 of the Bill, as follows:

SECTION IV SPECIAL FUNCTIONS OF THE COLLEGE OF PHYSICIANS OF QUEBEC

"34.1 A physician practicing in a private health facility that provides continuous palliative sedation or medical aid in dying at home or in a local palliative care hospice must, within ten days of its administration, inform the College of Physicians of Quebec and submit, according to the conditions and in the manner prescribed by the College, the information determined.

The College or its competent committee evaluates the quality of care provided, particularly with regard to applicable clinical standards.

" 34.2. The College of Physicians of Quebec must, each year, prepare a report on end of life care provided by physicians

practicing in a private health facility.

The report must indicate the number of continuous palliative sedations and medical aid in dying administered by the physicians in the home or palliative care hospice. The information presented should be presented by the territory of the local network of health and social social and by the territory of the health and social services agency.

The report is to be published on the website of the College and transmitted to the Commission on end-of- life care by, at the latest, June 30 of each year."

[adding a system of monitoring physicians delivering continuous palliative sedation and medical aid-in-dying in the patient's home or palliative care hospices]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Inserer, apres l'article 8 du projet de loi, l'article suivant :

« 8.1 Tout etablissement doit adopter une politique portant sur les soins de fin de vie. Cette politique doit tenir compte des orientations ministerielles et etre diffusee aupres du personnel de l'etablissement, des professionnels de la sante ou des services sociaux qui y exercent leur profession, des personnes en fin de vie et de leurs proches.

Le directeur general de l'etablissement doit, chaque annee, faire rapport au conseil d'administration sur l'application de cette politique. Le rapport doit notamment indiquer le nombre de personnes en fin de vie ayant recu des soins palliatifs, le nombre de sedations palliatives continues administrees, le nombre de demandes d'aide medicale a mourir formulees, le nombre d'aides medicales a mourir administrees, de meme que le nombre d'aides medicales a mourir qui n'ont pas ete administrees et les motifs pour lesquels elles ne l'ont pas ete.

Le rapport doit egalement indiquer, le cas echeant, le nombre de sedations palliatives continues et d'aides medicales a mourir administrees a domicile ou dans les locaux d'une maison de soins palliatifs par un medecin a titre de medecin exerçant sa profession dans un centre exploite par l'etablissement.

Le rapport est publie sur le site Internet de l'etablissement et transmis a la Commission sur les soins de fin de vie instituee en vertu du chapitre V du titre II au plus tard le 30 juin de chaque annee. L'etablissement doit inclure un resume de ce rapport dans une section particuliere de son rapport annuel de gestion. ».

Insert after s. 8 of the bill the following section:

" 8.1 Every institution must adopt a policy on end of life care. This policy must take into ministerial guidelines and be distributed to the staff of the institution, health and social service professionals who practice there, people at the end of life and their families.

The executive director of the institution shall, in each year, report to the Board on the application of this policy. The report must indicate the number of people at the end of life who received palliative care, the number of times continuous palliative sedations was administered, the number of requests made for medical aid in dying, the number of times medical aid in dying was administered, as well as the number of times medical aid in dying was requested but not administered and the reasons why it was not.

The report should also indicate, where appropriate, the number of times continuous palliative sedation and medical aid in dying was administered in a home or in a palliative care hospice by a doctor practicing in a center operated by the institution.

The report is published on the website of the institution and transmitted to the Commission on end of life care established under Chapter V of Title II no later than June 30 of each year. The institution must include a summary of this report in a particular section of its annual report."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 43

Modifier l'article 43 du projet de loi :

1 par le remplacement de « La décision d'une personne de refuser de recevoir un soin ou de retirer son consentement à un soin qui est nécessaire pour la maintenir en vie » par « La décision prise par une personne, ou, le cas échéant, par la personne qui peut consentir aux soins pour elle et qui consiste à refuser de recevoir un soin qui est nécessaire pour la maintenir en vie ou à retirer son consentement à un tel soin »;

2 par le remplacement de “sedation palliative terminale” par “sedation palliative continue”.

Amend s. 43 of the bill:

1 by replacing "a person's decision to refuse a treatment or procedure, to withdraw consent to a life-sustaining treatment or procedure" with "The decision taken by a person or, where appropriate, by a person who can consent to care on her behalf, to refuse to accept a treatment that is necessary to sustain life or to withdraw consent to such care";

[extending protection of benefits to decisions made by substitute decision-makers]

2 by replacing “terminal palliative sedation” by “continuous palliative sedation”

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 41

Modifier l'article 41 du projet de loi par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Quiconque constate qu'un médecin contrevient au présent article est tenu de signaler le manquement au Collège des médecins du Québec pour qu'il prenne les mesures appropriées. ».

Amend s.41 of the Bill by replacing the second paragraph by the following:

"Anyone who finds that a doctor has contravened this section shall report the breach to the College of Physicians of Quebec so that it can take appropriate measures."

[in respect of a physician's failure to give notice to the Commission, removing establishment of an offence and fines and placing violations in hands of College of Physicians]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 42

Modifier l'article 42 du projet de loi par le remplacement de « au médecin, à l'établissement concerné, au Collège des médecins du Québec et, le cas échéant, aux autres autorités concernées » par « au Collège des médecins du Québec et, lorsque le médecin a fourni l'aide médicale à mourir à titre de médecin exerçant sa profession dans un centre exploité par un établissement, à l'établissement concerné pour qu'ils prennent mesures appropriées ».

Amend s. 42 of the bill by replacing "the physician, to the institution concerned, the College of Physicians of Quebec and to any other authority concerned" with "the College of Physicians Quebec and, when the physician gave medical aid in dying as a physician practicing in a center operated by an institution, to the establishment concerned so that it can take appropriate measures."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE .

AMENDEMENT

Article 42.1 **(Nouveau)**

Inserer, avant l'article 43 du projet de loi, l'article suivant :

“**42.1.** La plainte que toute personne peut formuler a l'egard des soins de fin de vie aupres du commissaire local ou du commissaire regional aux plaintes et a la qualite des services, conformement aux regles prevues aux sections 1a III du chapitre III du titre II de la Loi sur les services de sante et les services sociaux, doit etre traitee en priorite. Il en est de meme d'une plainte formulee a l'egard des soins de fin de vie aupres du syndic du College des medecins du Quebec.”

Insert before s. 43 of the Bill the following section:

"42.1. A complaint with respect to end of life care that any person may submit to the local or regional commissioner for complaints and quality of service, in accordance with Sections 1 to 3 of Chapter III of Title II of the Act respecting health and social services must be treated as a priority. The same applies to a complaint made in respect of end of life care with the trustee of the College of Physicians of Quebec."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 45

Remplacer l'article 45 du projet de loi par le suivant :

« **45.** Toute personne majeure et apte à consentir aux soins peut, au moyen de directives médicales anticipées, indiquer si elle consent ou non aux soins médicaux qui pourraient être requis par son état de santé au cas où elle deviendrait inapte à consentir aux soins. Elle ne peut toutefois, au moyen de telles directives, formuler une demande d'aide médicale à mourir. ».

Replace s. 45 of the Bill with the following:

"45. A person of full age who is capable of giving consent to care may specify, in advance medical directives, what care required by their state of health they consent or do not consent to in the event that they become incapable of giving consent. **She may not, however, by means of such directives, make a request for medical aid in dying.**"

[no medical aid in dying through advance directives]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 47

Remplacer l'article 47 du projet de loi par le suivant:

« **47.** Lorsque les directives médicales anticipées sont faites devant témoins, le formulaire est rempli par la personne elle-même.

La personne déclare alors, en présence de deux témoins qu'il s'agit de ses directives médicales anticipées, mais sans être tenue d'en divulguer le contenu. Elle date et signe le formulaire ou, si elle l'a déjà signé, elle reconnaît sa signature. Les témoins signent aussitôt le formulaire en présence de la personne.

Si la personne ne peut remplir le formulaire en raison d'une incapacité physique, il peut l'être par un tiers suivant ses instructions. Ce dernier date et signe ce formulaire en sa présence.

Un majeur inapte ou un mineur ne peut agir comme tiers ou comme témoin. ».

Replace s. 47 of the Bill with the following:

"47. Directives given in the presence of witnesses must be written by the person themselves.

In the presence of two witnesses, the person declares, that the document is the person's advance medical directive, but need not disclose the contents. The person dates and signs the form or, if this is already done, recognizes the signature as their own. The directives are then signed by the witnesses in the presence of the person.

If the person cannot complete the form because of a physical incapacity, the directives may be written by a third person in accordance with the person's instructions. The latter dates and signs the directive in the person's presence.

An incapacitated adult or child cannot act as a third party or as a witness."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 48

Modifier l'article 48 du projet de loi :

1° par le remplacement du premier alinea par le suivant :

« 48. Les directives medicales anticipees peuvent etre revoquees a tout moment par leur auteur au moyen du formulaire prescrit par le ministre.

2° par l'ajout, a la fin, de l'alea suivant :

« Malgre ce qui precede, en cas d'urgence, lorsqu'une personne apte exprime verbalement des volontes differentes de celles qui se retrouvent dans ses directives medicales anticipees, cela entraine leur revocation. ».

Amend s. 48 of the bill:

1 by replacing the first paragraph by the following:

"48. Advance medical directives may be revoked at any time by the author using the form prescribed by the Minister."

2 by adding at the end, the following paragraph:

"Despite the above, in an emergency, when a person capable of verbally expressing wishes different from those found in their advance medical directives, such expression constitutes their revocation."

[allowing for verbal revocation of advance directives in emergency circumstances]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 49

Modifier l'article 49 du projet de loi :

1 par le remplacement de « registre des directives .medicales anticipees etabli conformement a l'article 57 ainsi qu'au dossier de la personne concernee » par «dossier de la personne concernee si celles-ci ne l'ont pas deja ete »;

2 par le remplacement de « son auteur» par« leur auteur».

Amend s. 49 of the Bill:

1 by replacing "advance medical directives register established in accordance with article 57 and files them in the record of the person concerned." With "record of the person concerned if that has not already been done";

2 by replacing "its author" to "their author" [English translation doesn't use expression "author" but rather "person concerned" so this amendment likely irrelevant to English version].

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 50

Modifier l'article 50 du projet de loi par le remplacement, dans le texte anglais, de « condition » par « state of health ».

Amend s. 50 of the Bill by replacing, in the English text,

"Condition" with "state of health".

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 55

Modifier l'article 55 du projet de loi par l'ajout, dans le deuxième alinéa et après "d'une telle personne" de "d'un médecin ou d'un établissement".

Amend s. 55 of the Bill by adding the second paragraph and after "such a person", "a physician or an institution."

[explicitly anticipates applications by physicians and institutions to invalidate advance directives]

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 58

Modifier l'article 58 du projet de loi par la suppression de "outre le cas déjà prévu à l'article 49,"

Amend s. 58 of the draft Bill by deleting "in addition to what is provided in section 49,"

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 46

Modifier l'article 46 du projet de loi par l'ajout, a la fin, de l'alinéa suivant:

“A la demande de l'auteur des directives, celles-ci sont versées au registre des directives médicales anticipées établi conformément à l'article 57.”

Amend s. 46 of the Bill by adding at the end, the following paragraph:

"At the request of the author of the directives, they will be placed in the advance medical directives register established in accordance with s. 57."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 63.1 **(Nouveau)**

Inserer, avant l'article 64 du projet de loi, ce qui suit :

« LOI SUR LA PHARMACIE

« **63.1.** L'article 17 de la Loi sur la pharmacie (chapitre P-10), modifié par l'article 2 du chapitre 37 des lois de 2011, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « dans le but de maintenir ou de rétablir la sante_» par « dans le but de maintenir la sante, de la rétablir ou d'offrir le soulagement approprié des symptômes. ».

Insert before s. 64 of the Bill, as follows:

"PHARMACY ACT

"63.1. Article 17 of the Pharmacy Act (chapter P-10), as amended by Rule 2 of Chapter 37 of the statutes of 2011, is again amended by replacing in the first paragraph "in order to maintain or restore health" with "in order to maintain health, restore or offer appropriate relief of symptoms."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 64

Modifier l'article 64 du projet de loi par la suppression, dans le texte anglais, de « in a case where the information is communicated ».

Amend s. 64 of the bill by deleting in the English text, "in a case where information is communicated."

Projet de loi n°52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 67.1 (Nouveau)

Inserer, apres l'article 67 du projet de loi, l'article suivant:

“**67.1** Malgré le paragraphe 4° de l'article 39, la Commission sur les soins de fin de vie doit transmettre son premier rapport sur la situation des soins de fin de vie au plus tard le *(indiquer ici la date qui suit de trois ans celle de l'entree en vigueur de l'article 39)*.”

Insert, after s. 67 of the Bill, the following article:

"67.1 Despite subsection 4 of section 39, the Commission on end of life care must submit its first report on situation with respect to end of life care no later than (insert here the date three years after the entering into force of section 39)."

Projet de loi n°52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 66

Remplacer l'article 66 du projet de loi par le suivant :

« **66.** Jusqu'au (*indiquer ici la date qui suit de deux ans celle de l'entrée en vigueur de l'article 8.1*), le directeur général d'un établissement doit transmettre au conseil d'administration de l'établissement le rapport prévu au deuxième alinéa de l'article 8.1 tous les six mois. L'établissement le transmet, le plus tôt possible, à la Commission sur les soins de fin de vie et le publie sur son site internet.

Jusqu'à cette date, le Collège des médecins du Québec doit également transmettre le rapport prévu à l'article 34.2 tous les six mois à la Commission sur les soins de fin de vie. ».

Replace s. 66 of the Bill with the following:

"66. Until (insert the date two years after the coming into force of section 8.1), every six months the executive director of an institution must submit to the Board of the institution the report provided for in the second paragraph of Article 8.1. The institution must transmit it as soon as possible, to the Commission on end-of-life care and publish it on its website.

Until that date, the College of Physicians of Quebec must also transmit the report provided for in Article 34.2 every six months to the Commission on end of life care."

Projet de loi n° 52

**LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE
VIE**

AMENDEMENT

Article 68

Modifier l'article 68 du projet de loi par le remplacement du premier alinea par le suivant:

« **68.** Le ministre doit, au plus tard le *(indiquer ici la date qui suit de quatre ans celle de l'entree en vigueur du present article)* faire rapport au gouvernement sur la mise en oeuvre de la presente loi, et par la suite tous les cinq ans, faire rapport au gouvernement sur l'application de celle-ci. ».

Amend s. 68 of the Bill by replacing the first paragraph by the following:

"68. The Minister shall, not later than (insert the date four years from the entry into force of this section) report to the Government on the implementation of this Act, and thereafter every five years, report to the Government on the carrying out of this Act."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Remplacer l'article 70 du projet de loi par le suivant:

« **70.** ~~À l'exception des dispositions du deuxième alinéa de l'article 46, de l'article 51, de l'article 52 dans la mesure où elles concernent le registre des directives médicales anticipées et de celles des articles 57 et 58, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates déterminées par le gouvernement, les dispositions de la présente loi entreront en vigueur au plus tard le (indiquer ici la date qui suit de dix-huit mois la date de la sanction de la présente loi), ou à toute date antérieure fixée par le gouvernement.~~».

Replace s. 70 of the Bill by the following:

"70. With the exception of the provisions of the second paragraph of section 46, section 51, section 52 in so far as they relate to the advance medical directives register and the provisions of sections 57 and 58, which come into force on a date or dates determined by the Government, the provisions of this Act come into force no later than (insert the date eighteen months following the passage of this Act), or any earlier date set by the government."

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 44

Modifier l'article 44 du projet de loi par le remplacement de « conformément à son code de deontologie » par « lorsque son code de deontologie le prévoit ».

Amend s. 44 of the Bill by replacing "in accordance with their code of ethics" with "when its code of ethics so provides. "

Projet de loi n° 52

LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

AMENDEMENT

Article 3

Remplacer l'article 3 du projet de loi par le suivant :

« 3. Aux fins de l'application de la présente loi, on entend par :

1 « établissement » tout établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) qui exploite un centre local de services communautaires, un centre hospitalier ou un centre d'hébergement et de soins de longue durée, de même que le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cri (chapitre S-5);

2 « maison de soins palliatifs » un organisme communautaire titulaire d'un agrément délivré par le ministre en vertu du deuxième alinéa de l'article 457 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et ayant conclu une entente en vertu de l'article 108.3 de cette loi avec un établissement en vue d'obtenir tout ou partie des soins requis par les personnes en fin de vie qui utilisent ses services;

3 « soins de fin de vie » les soins palliatifs offerts aux personnes en fin de vie et l'aide médicale à mourir;

4 « soins palliatifs » les soins actifs et globaux dispensés par une équipe interdisciplinaire aux personnes atteintes d'une maladie avec pronostic réservé, dans le but de soulager leurs souffrances, sans hâter ni retarder la mort, de les aider à conserver la meilleure qualité de vie possible et d'offrir à ces personnes et à leurs proches le soutien nécessaire;

5 « sédation palliative continue » un soin offert dans le cadre des soins palliatifs consistant en l'administration de médicaments ou de substances à une personne en fin de vie dans le but de soulager ses souffrances en la rendant inconsciente, de façon continue, jusqu'à son décès;

6 « aide médicale à mourir » un soin consistant en l'administration de médicaments ou de substances par un médecin à une personne en fin de vie, à sa demande, dans le but de soulager ses souffrances en entraînant son décès. »

Replace s. 3 of the Bill by the following:

"3 For the purposes of this Act:

1 "institution" means any institution governed by the Act respecting health services and social services (chapter S-4.2) that operates a local community service centre, a hospital centre or a residential and long-term care centre, as well as the Cree Board of Health and Social Services of

James Bay established under the Act respecting health services and social services for Cree Native persons (chapter S-5);

2 “palliative care hospice” means a community organization that holds an accreditation granted by the Minister under the second paragraph of section 457 of the Act respecting health services and social services and has entered into an agreement with an institution under section 108.3 of that Act in order to secure all or some of the care required by its end-of-life patients;

3 “end-of-life care” means palliative care provided to persons at the end of their lives and medical aid in dying. [removed “including terminal palliative sedation”]

4 “palliative care” active and overall care provided by an interdisciplinary team to people with a disease with a poor prognosis, in order to alleviate their suffering, without hastening or delaying death, to help maintain the best quality of life possible and to offer to these people and their families the necessary support;

5 "continuous palliative sedation" a treatment offered in the context of palliative care consisting of the administration of drugs or substances to a person at the end of life in order to relieve his suffering by making him continuously unconscious until his death ;

6 “medical aid in dying” A treatment consisting of the administration of drugs or substances by a physician to a person at the end of life, at his request, in order to relieve his suffering by causing his death."

[added definitions of three new terms]